



COP22: EVÉNEMENT

Climat: Le Sommet de la dernière chance

• Coup d'envoi des travaux de la 22e COP

• Plus de 30.000 participants attendus dont 20.000 dans la Zone bleue

• L'urgence de l'action signalée

C'EST assurément la quinzaine où tout se jouera pour la planète. Sans mauvais jeu de mots, la température monte à Marrakech. La Conférence des parties (COP), 22e du genre, entame aujourd'hui même dans la ville ocre ses travaux pour tenter d'influer sur le sort de la planète. Plus de 30.000 participants, dont 20.000 rien que dans la Zone bleue, y sont attendus jusqu'au 18 novembre. 72 heures plus tôt, dans plusieurs grandes capitales du monde, c'est l'Accord de Paris qui entrera



L'Accord de Paris a été ratifié par 92 Etats sur les 197 signataires. La présidence marocaine du sommet du climat «ne veut laisser aucun pays au bord de la route» (Ph. Khalifa)

officiellement en vigueur. Rappelons-le. Pour faire simple, cet accord n'est qu'une sorte de contrat d'une trentaine de clauses,

signé par 192 Etats – ou «Parties», selon le jargon onusien – à l'issue de la COP21 tenue en novembre dernier à Paris. Ce document n'est pas juridiquement contraignant, mais engage tout de même les pays signataires à faire tout leur possible – et certainement l'impossible – pour, notamment, maintenir la hausse de la température moyenne de la planète au-dessous de 2 °C, tout en poursuivant les efforts pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C.

L'accord devait être ratifié par un minimum de 55 pays parmi les signataires, représentant 55% des émissions de GES dans le monde, pour engager son applica-

Mais il ne sera pas uniquement question de températures. L'argent sera aussi au centre des échanges entre acteurs étatiques et non étatiques (société civile et secteur privé). Les pays en développement, premières victimes des effets des changements climatiques (sécheresse, dessèchement des cours d'eau, montée du niveau des océans, irrégularités pluviales, etc.), comptent clairement s'approprier ce rendez-vous mondial. Ils espèrent, surtout, trouver les fonds pour financer leurs politiques respectives d'adaptation. Ce qu'il faut savoir, en effet, c'est que dans le cadre de l'Accord de Paris, les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Ces capitaux devraient servir à financer l'atténuation dans les économies avancées et l'adaptation dans les pays du Sud. Ces derniers espèrent surtout «une augmentation du financement de l'adaptation par rapport aux niveaux actuels», selon les termes de l'accord. Sur ce registre, le débat semble bien parti en faveur des pays en développement (voir Dossier Spécial COP22 en pages centrales). L'accord propose aussi que le Fonds vert pour le climat puisse intensifier son appui aux pays les moins avancés et en développement pour la conception de leurs plans nationaux d'adaptation.

Une chose est sûre, l'argent ne réglera pas grand-chose si l'on ne dispose pas de compétences pour l'utiliser à bon escient. C'est pour cela que l'un des enjeux de Marrakech sera aussi celui du renforce-

Plus de 3.000 ONG dans la «Zone verte»

LES derniers chiffres obtenus sur la participation de la société civile au Sommet de Marrakech prouvent la mobilisation exceptionnelle des organisations non gouvernementales. «Plus de 3.300 ONG seront présentes sur les 10.000 m² de la Zone verte sur le site de la COP22 de Bab-Ighli», selon les actualisations de Driss Yazami, Monsieur Société civile de la COP. Cette superficie est répartie en six thématiques distinctes: jeunesse, femmes, universités & recherche, collectivités locales et territoriales. Au chevet du climat depuis le début de l'histoire des COP, ces acteurs ont toujours fait pression sur les négociateurs pour les pousser à la prise de décision. La société civile a d'ailleurs été la première à tirer la sonnette d'alarme sur la situation du climat et à mettre en lumière les conséquences de l'action de l'homme sur la planète. □

tion. «A ce jour, 92 pays ont ratifié l'Accord de Paris et la présidence marocaine vise à accélérer la procédure pour rendre cet engagement le plus inclusif possible», explique Salaheddine Mezouar, président de la COP22.

Le chef de la diplomatie marocaine s'est adressé aux médias, vendredi 4 novembre dernier, pour marquer le coup de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris et annoncer les couleurs pour le Sommet de Marrakech. «Notre objectif est de faire de cette rencontre une COP qui ne s'oublie pas», poursuit Mezouar.

ment des capacités dans les pays en développement, et le transfert des technologies nécessaires à la création d'une économie plus propre. «Le secteur privé, en l'occurrence, aura surtout besoin de ce renforcement des compétences. Ce sera nécessaire à la migration vers une croissance verte», explique Said Mouline, membre du comité de pilotage de la COP22, chargé du partenariat public-privé. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



COP22: ENTREPRISES

Obligations vertes: Masen ouvre le bal

• Une première émission de «green bonds» pour 1,15 milliard de dirhams

• Attijariwafa bank, arrangeur de l'opération

ACCELERATION de la finance verte. C'est la principale conclusion qui ressort de la deuxième édition de la «Climate Finance Day» organisée vendredi 4 novembre par Casablanca Finance City. Avec la COP22 qui démarre ce lundi à Marrakech, le Maroc joue un rôle important dans cette accélération de la finance verte à l'échelle nationale. Le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaïd, a souligné que cette nouvelle industrie rencontre un problème d'instruments financiers et non

pas de ressources. Et que l'innovation financière est un chantier nécessaire pour faciliter son accélération. Le président du directoire de l'Agence marocaine de l'énergie solaire (Masen), Mustapha Bakkoury, a annoncé la première émission des obligations vertes au Maroc pour un montant de 1,15 milliard de dirhams, garanti par le Trésor. Elle sera destinée à financer trois projets photovoltaïques situés à Ouarzazate, Laâyoune et Boujdour, dotés d'une capacité de 170 mégawatts.

Dans ce cadre, l'Autorité marocaine des marchés des capitaux publiera ce mardi un guide aux émetteurs et aux investisseurs afin de faciliter la compréhension de ces obligations vertes. Une première partie consiste à définir les concepts des «green bonds» ainsi que les différentes étapes suivies par les émetteurs. La deuxième partie sera consacrée aux différentes démarches du régulateur

en matière d'instruction. «Il y a un intérêt assez marqué pour ce type de produit de la part des investisseurs institutionnels, notamment les assureurs», confie Nasser Seddiki, directeur des émetteurs à l'Autorité marocaine des marchés des capitaux.

Par ailleurs, le Maroc prépare, en concertation avec la Banque mondiale, des mesures fiscales favorables au climat. S'agit-il d'une prochaine taxe carbone? A

cela s'ajoute le rôle du secteur privé pour accélérer la finance verte. «Aujourd'hui, la mobilisation des capitaux privés est centrale, 900 millions de dollars sont nécessaires d'ici 2020, soit 60 millions chaque année», déclare James Close, directeur du changement climatique à la Banque mondiale. □

S. N.

AWB prépare un fonds avec un partenaire espagnol

- **L'Economiste: Quel rôle Attijariwafa bank joue-t-elle dans cette première émission de ces «green bonds»?**

- **Youssef Rouissi:** Nous sommes intervenus en tant que banque conseil pour l'arrangement et le placement de l'opé-

- **Le principal moteur de la finance verte repose sur le couple risque-rendement qui demeure incertain. Quelle est l'approche mise en place pour motiver les investisseurs?**

- Comme les investissements sont lourds, ils sont amortis sur des durées supérieures à 15 ans. Pour cela, il faut un contrat bien élaboré qui sécurise l'investisseur. Une fois les conditions réunies, les projets trouvent financement et par la suite les investisseurs auront un rendement intéressant.

- **Où en êtes-vous par rapport à la finance verte?**

- Plusieurs initiatives très innovantes ont été prises. La première, c'est le lancement du fonds d'efficacité énergétique qui est le premier fonds africain avec une dotation qui va aller jusqu'à 50 millions d'euros et qui permet d'investir en matériel directement chez l'industriel à zéro coût. Nous sommes en train de monter cette structure avec un partenaire espagnol. Deuxième initiative, c'est le positionnement sur la promotion de nouveaux instruments de la finance verte. L'accompagnement de Masen dans la réalisation du premier «green bond» est un témoignage du positionnement du groupe Attijariwafa bank. En cinq ans, plus de 15 milliards de dirhams ont été mobilisés dans la finance verte à la fois dans les projets éoliens et hydroélectriques au Maroc. Nous sommes également dans une démarche d'accréditation auprès du fonds vert des Nations unies qui nous permettra de mobiliser des ressources concessionnelles vertes à très long terme. □

Propos recueillis par
Soufiane NAKRI



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



Youssef Rouissi, DGA de la banque de financement et d'investissement chez Attijariwafa bank (Ph. L'Economiste)

ration sur le marché financier auprès des investisseurs institutionnels.

C'est une première pour notre groupe d'avoir, à côté du financement bancaire, le financement du marché, et d'inciter les investisseurs institutionnels à s'intéresser à ces instruments, notamment les obligations et les sukuk verts que nous comptons développer. L'opération était largement souscrite.

Elle témoigne de l'intérêt des investisseurs pour ces produits. Il s'agit d'une nouvelle stratégie pour les investisseurs institutionnels d'avoir dans leur portefeuille des obligations vertes.

COP22: ENTREPRISES



Obligations vertes

BMCE Bank, pionnière dans son secteur

• 500 millions de DH exclusivement pour financer des projets environnementaux

• Les souscriptions à l'opération du 14 au 16 novembre

DANS la foulée de l'opération de Masen, BMCE Bank of Africa va solliciter 500 millions de DH sur cinq ans sur le même compartiment. Le groupe a obtenu le feu vert de l'autorité du marché.

Les souscriptions sont prévues du 14 au 16 novembre. Alors que les travaux de la COP22 démarrent ce jour, il s'agit d'un engagement supplémentaire du groupe BMCE Bank of Africa en faveur de la transition vers une économie bas carbone. A la différence des obligations classiques, les «green bonds» vont servir à financer exclusivement les projets d'efficacité énergétique et d'énergies re-

Les investissements requis pour assurer la transition énergétique sont colossaux. L'Afrique aura besoin de 10 milliards de DH par an pour s'adapter, or, elle ne mobilise que 3 milliards chaque année actuellement. En outre, l'effort repose principalement sur les Etats. Quant au secteur privé, «nous restons

sur notre faim», relève Nizar Baraka, président du comité scientifique de la COP22. Cependant, il y a une prise de conscience de plus en plus forte des acteurs privés. L'émission d'obligations vertes de BMCE Bank of Africa ou encore les engagements d'Attijariwafa bank et Al Barid Bank dans les projets

solaires de Masen montrent en partie une volonté plus forte du secteur bancaire de soutenir les projets respectueux de l'environnement. □

F.Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



Le 1er groupe bancaire à émettre des obligations vertes (Ph. Jarfi)

nouvelables des entreprises. Le groupe espère placer 60% du montant de l'opération en douze mois et 80% sur une période de deux ans.

Le produit de cette émission vient renforcer les fonds dédiés uniquement à l'accompagnement des projets environnementaux. BMCE Bank of Africa a récemment conclu un accord de prêt de 35 millions d'euros avec la Berd, la BEI et l'AFD dans le cadre du programme Morseff. La première ligne de 20 millions d'euros, obtenue en 2015, a permis au groupe de financer une quarantaine d'entreprises principalement dans l'industrie et le transport.